

Le vingt deux juillet deux mille dix-neuf à 19 heures, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bruno SENECLAUZE, Maire.

Etaient présents : Michel BANC, Emmanuelle ROCHE, Christian DELSARTE, Marie-Christine GRIMAUD, Jean ABRIAL, Luc TARDY, Nathalie BANCHET, Nathalie LARGERON, Marie-Chantal BLACHE, Jacques BREYTON, Claudine WASSILIEFF

Absents : Michel MONNERON (excusé), Claude FELIX, Emeline THIEVENT (excusée), Bon pour pouvoir : Michel MONNERON à Bruno SENECLAUZE, Emeline THIEVENT à Nathalie LARGERON

Michel BANC a été élu secrétaire de séance.

OBJET : Urbanisme - Révision du Plan Local d'Urbanisme - Application des articles R. 151-1 à R. 151-55 du code de l'urbanisme au PLU en cours de révision

Vu l'article 12 du décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015,

Vu la délibération n°17/2015 du 2 mars 2015 prescrivant la révision du PLU,

Vu la délibération n° 57/2016 du 18 octobre 2016, précisant les objectifs du PLU et la définition des modalités de concertation,

Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal a prescrit la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) le 02 mars 2015 et a fixé les modalités de concertation.

Par délibération du 18 octobre 2016, le conseil municipal a apporté des précisions sur les objectifs du PLU et la définition des modalités de concertation.

Les dispositions des articles R. 123-1 à R. 123-14 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 sont applicables aux plans locaux d'urbanisme dont l'élaboration, la révision, la modification ou la mise en compatibilité a été engagée avant le 1er janvier 2016.

Toutefois, les dispositions de l'article 12 du décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme, prévoient que dans les cas d'une élaboration ou d'une révision prescrite sur le fondement du I de l'article L. 123-13 en vigueur avant le 31 décembre 2015, le conseil communautaire ou le conseil municipal peut décider que sera applicable au document l'ensemble des articles R. 151-1 à R. 151-55 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016, par une délibération expresse qui intervient au plus tard lorsque le projet est arrêté.

Il est rappelé que la réforme du code de l'urbanisme apporte des simplifications et des clarifications dans l'écriture du règlement offrant plus de souplesse pour une meilleure adaptation des règles au territoire. Il permettra notamment au règlement d'être cohérent avec celui des autres communes de la communauté d'agglomération, dans l'éventualité d'un PLUi.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- que sera applicable au plan local d'urbanisme en cours de révision l'ensemble des articles R. 151-1 à R. 151-55 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016.

La délibération sera transmise au préfet et fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

Fait et délibéré à Beaumont-Monteux, le 22 juillet 2019

Le Maire,
Bruno SENECLAUZE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la mise en œuvre des mesures de publicité.